NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE

Distr.
GENERALE

A/4725
6 avril 1961
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quinzième session
Point 90 de l'ordre du jour

PLAINTE DU GOUVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE DE CUBA RELATIVE AUX DIVERS PLANS D'AGRESSION ET ACTES D'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE CONTRE LA REPUBLIQUE DE CUBA, QUI CONSTITUENT UNE VIOLATION MANIFESTE DE SON INTEGRITE TERRITORIALE, DE SA SOUVERAINETE ET DE SON INDEPENDANCE, ET UNE MENACE EVIDENTE POUR LA SECURITE ET LA PAIX INTERNATIONALES

Lettre adressée au Secrétaire général, le 6 avril 1961, par le représentant des Etats-Unis d'Amérique auprès des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un document intitulé "Cuba", que le Gouvernement des Etats-Unis a communiqué pour information à la Commission interaméricaine de la Paix, afin de l'aider dans son étude des tensions qui règnent dans la zone des Caraïbes, ainsi qu'au secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains, en le priant de le porter à l'attention des autres membres du Conseil de cette organisation.

Je vous serais obligé de bien vouloir communiquer ce document, pour information, à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, au titre du point 90 de l'ordre du jour de la reprise de la quinzième session ordinaire de l'Assemblée générale.

Signé : Adlai E. STEVENSON

SOMMAIRE

		Pages
I.	La révolution cubaine trahie	3
II.	L'établissement d'une tête de pont communiste	7
III.	La révolution livrée au bloc sino-soviétique	12
IV.	A l'assaut de l'hémisphère occidental	15
V.	Conclusion	19

/...

CUBA

La situation actuelle à Cuba présente pour l'hémisphère occidental et le système interaméricain un danger grave et immédiat.

Ce danger ne vient pas de ce que le Gouvernement Castro a été établi par la révolution. L'hémisphère s'est réjoui du renversement de la tyrannie de Batista, a accueilli avec sympathie le nouveau régime, et s'est félicité de ses promesses de liberté politique et de justice sociale pour le peuple cubain. Le danger vient de ce que les dirigeants du régime révolutionnaire ont trahi leur propre révolution, l'ont livrée à des puissances étrangères à l'hémisphère, et en ont fait un instrument utilisé sciemment pour étouffer les nouveaux espoirs de démocratie du peuple cubain et intervenir dans les affaires intérieures d'autres Républiques américaines.

En résumé, ce qui était à l'origine un mouvement de renouvellement de la démocratie et de la liberté cubaines a été faussé, transformé en un moyen de détruire les institutions libres de Cuba, de fournir au communisme international une base et une tête de pont dans les Amériques, et de désorganiser le système interaméricain.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est convaincu que le régime Castro présente un danger actuel et réel pour une révolution authentique et autonome dans les Amériques, pour tous les espoirs de liberté politique, de développement économique et de progrès social de toutes les Républiques de l'hémisphère.

I. La révolution cubaine trahie

Le caractère du régime Batista à Cuba rendait presque inévitable une violente réaction populaire. La rapacité des dirigeants, la corruption du gouvernement, la brutalité de la police, l'indifférence du régime devant les besoins de la population dans les domaines de l'enseignement, des soins médicaux, du logement, de la justice sociale et du développement économique, constituaient, à Cuba comme ailleurs, une invitation directe à la révolution.

Lorsque la nouvelle s'est répandue qu'il y avait, dans la Sierra Maestra, un mouvement révolutionnaire dirigé par Fidel Castro Ruz, les peuples de l'hémisphère ont suivi ses progrès avec sympathie et espoir. Mais la révolution cubaine n'aurait pu réussir par la seule action des partisans. Elle a réussi parce que des milliers de civils, derrière les lignes, ont rejeté le régime Batista, ce qui

a miné le moral de ses forces militaires, numériquement supérieures et provoqué leur effondrement de l'intérieur. Ainsi le peuple cubain, non seulement réagissait contre la cruauté et l'oppression du Gouvernement Batista, mais répondait aux déclarations claires et émouvantes faites à plusieurs reprises par M. Castro au sujet de ses plans et objectifs pour le nouveau Cuba.

Dès 1953, M. Castro avait promis que la première loi révolutionnaire proclamerait la Constitution de 1940 comme "loi suprême du pays". Dans cette déclaration et dans d'autres qui ont suivi, M. Castro promettait "la garantie absolue de la liberté d'information, tant pour la presse que pour la radio, et de tous les droits individuels politiques garantis par la Constitution," ainsi qu'un gouvernement provisoire qui "organiserait des élections générales... au bout d'un an, aux termes de la Constitution de 1940 et du Code électoral de 1943, et donnerait immédiatement le pouvoir au candidat élu". Bref, M. Castro promettait un Cuba libre et démocratique, dédié à la justice sociale et économique. C'est pour assurer que ces objectifs seraient atteints que l'armée rebelle s'est accrochée à ses montagnes, que le peuple cubain s'est dressé contre Batista, et que tous les éléments de la révolution ont fini par appuyer le Mouvement du 26 juillet. C'est parce qu'on était convaincu de la sincérité des intentions de M. Castro que son accession au pouvoir, le 1er janvier 1959, a été suivie, en l'espace d'une seule semaine, par sa reconnaissance dans l'hémisphère, reconnaissance librement acceptée par presque toutes les Républiques américaines, y compris les Etats-Unis.

Pendant un certain temps, le régime Castro a semblé résolu à tenir au moins ses promesses sociales. Les programmes positifs mis en route pendant les premiers mois du régime - construction d'écoles, création de cliniques, nouveaux logements, premiers projets de réforme agraire, ouverture des stations balnéaires et des lieux de villégiature à la population, suppression de la corruption gouvernementale - étaient d'une conception impressionnante; aucun gouvernement cubain ne pourra, à l'avenir, se détourner de pareils objectifs. Mais pour ce qui est des objectifs politiques proclamés par la révolution, le bilan du régime Castro a été celui d'une trahison constante des promesses prérévolutionnaires de M. Castro; et cela a eu pour résultat d'infléchir les progrès sociaux et d'en faire les moyens, non de la libération, mais de la servitude.

L'histoire de la révolution Castro a été celle de la destruction calculée de l'armée rebelle éprise de liberté et de son remplacement, comme principal instrument militaire du régime, par la nouvelle milice d'Etat. C'est l'histoire de la destruction calculée du Mouvement du 26 juillet et de son remplacement comme principal instrument politique du régime, par le parti communiste (Partido Socialista Popular). C'est l'histoire de la désillusion, de la persécution, de l'emprisonnement, de l'exil et de l'exécution d'hommes et de femmes qui avaient appuyé M. Castro - qui, en bien des cas, avaient combattu à ses côtés - et qui, par la suite, ont signé leur condamnation en essayant de faire tenir à son régime ses propres promesses.

Ainsi, M. José Miró Cardona, le grand avocat de La Havane, était en 1958 coordonnateur du Frente Cívico Revolucionario, coalition de groupements opposés au régime Batista. M. Castro l'a nommé Premier Ministre du Gouvernement révolutionnaire. Quand le régime a adopté une ligne de conduite communiste, M. Miró Cardona s'est exilé. Il est aujourd'hui président du Conseil révolutionnaire, qui représente les Cubains - opposés à Batista - qui sont résolus à sauver la Révolution.

M. Manuel Urrutia y Lleó, juge cubain éminent, avait proclamé, envers et contre Batista et pour défendre Castro, le droit des Cubains à recourir aux armes pour renverser un gouvernement non constitutionnel. Il est devenu un héros de la révolution et a été nommé président provisoire du Gouvernement révolutionnaire. Lorsqu'il a protesté contre l'influence communiste grandissante, il a été forcé de démissionner. Aujourd'hui, M. Urrutia est en résidence surveillée à La Havane.

Non seulement le premier chef du Gouvernement révolutionnaire et son premier président, mais aussi une grande partie de ses premiers dirigeants politiques et militaires, rejettent maintenant M. Castro et sa politique de trahison. Sur les 19 membres du premier Cabinet du Gouvernement révolutionnaire, près des deux tiers sont aujourd'hui en prison ou en exil, ou sont passés à l'opposition.
Manuel Ray Rivero, qui a organisé la résistance contre Batista à La Havane et a été Ministre des travaux publics de Castro, est maintenant membre du Conseil révolutionnaire. Humberto Sori Marín, qui, en qualité de Ministre de l'agriculture dans le premier Gouvernement Castro, avait demandé une réforme agraire conforme à l'esprit de la Constitution de 1940, est revenu à Cuba au début de 1961 afin de reprendre la lutte pour la liberté de son peuple; selon des rapports récents, il a été blessé et capturé par les forces de Castro.

/...

Des hommes qui ont combattu dans les montagnes aux côtés de Castro sont ajourd'hui pourchassés par son régime révolutionnaire. Huber Matos Benítez, commandante révolutionnaire de la province de Camagüey, était un héros de la Sierra Maestra. Lorsqu'il s'est opposé à l'influence communiste grandissante et a demandé à démissionner de l'armée, il a été jugé pour complot, sédition et trahison, et condamné à 20 ans de prison. Le commandant Matos n'est qu'un des nombreux adversaires de Batista qui protestent maintenant contre la façon dont M. Castro a trahi la révolution. Il y en a beaucoup d'autres : Manuel Artime et Nino Díaz qui ont combattu vaillamment dans la Sierra Maestra; Justo Carrillo, un des dirigeants de l'opposition de Montecristi à La Havane et choisi en premier par Castro comme président de la Banque nationale de développement; Raúl Chibas, qui a réuni une bonne partie des fonds destinés à la Révolution et a combattu avec Castro dans les montagnes; Felipe Pazos, qui a représenté le Mouvement du 26 juillet à la Junte de la libération et que Castro a nommé par la suite président de la Banque nationale de Cuba; le commandant Pedro Díaz Lanz, chef de l'armée de l'air cubaine et pilote personnel de Castro; Ricardo Lorie Vals, chargé des approvisionnements militaires de l'armée rebelle; M. Manuel Antonio de Varona, dirigeant de l'Organización Auténtica, constituée contre Batista et qui avait son propre groupe révolutionnaire dans les montagnes d'Escambray; Evelio Duque et Osvaldo Ramírez, qui se sont battus dans la Sierra Escambray, contre Batista et s'y battent maintenant contre Castro.

Le chef syndicaliste David Salvador a été emprisonné par Batista pour activités castristes. Après la révolution, il est devenu partisan militant de Castro et secrétaire général "anti-Yanqui" de la confédération des syndicats cubains. En novembre 1959, le Mouvement du 26 juillet a triomphé au Congrès national des syndicats, a défait la liste communiste et a confirmé David Salvador dans son poste de secrétaire général. Mais M. Castro, s'adressant en personne au Congrès, exigea l'adoption du programme communiste d'"unité". Salvador a continué à lutter pour un mouvement syndicaliste libre. Un an plus tard, il a été arrêté alors qu'il essayait de s'échapper de Cuba. Aujourd'hui, David Salvador est de nouveau dans une prison cubaine, non pas cette fois sur l'ordre de Batista mais sur l'ordre de Castro.

/

Les rédacteurs en chef de journaux et les commentateurs qui avaient lutté toute leur vie pour la liberté d'expression en ont trouvé moins sous Castro que sous Batista lui-même. Miguel Angel Quevedo, rédacteur en chef de Bohemia, avait fréquemment attaqué Batista et soutenu Castro; le numéro de janvier 1959 de Bohemia, saluant le nouveau régime, avait tiré à près d'un million d'exemplaires. Mais un un et demi plus tard, Quevedo concluait qu'il était impossible de publier une revue honnête dans le nouveau Cuba. Sa fuite du pays, en juillet 1960, a été qualifiée par Castro de "coup dur pour la révolution". Aujourd'hui, Bohemia Libre est publiée à Caracas. Luis Conte Agüero, commentateur à la radio et à la télévision, avait préfacé l'exhortation révolutionnaire de Castro intitulée L'histoire m'absoudra. Quand Conte a osé critiquer l'infiltration communiste dans le régime, Castro s'est retourné contre lui, la foule l'a malmené, et il a été forcé de chercher refuge dans l'ambassade d'Argentine. Aujourd'hui, il est en exil. Même José Pardo Llada, célèbre par les attaques virulentes qu'il lançait quotidiennement contre les Etats-Unis à la radio de La Havane, a fui récemment à Mexico; il a déclaré, "Je romps avec Fidel Castro après être arrivé à la conclusion qu'il est devenu impossible de maintenir à Cuba une position qui ne soit pas en accord avec la ligne du Parti populaire socialiste /communiste/, et que toute expression d'indépendance, même pour défendre le programme social de la révolution, est considérée comme déviationniste, contre-révolutionnaire ou fractionniste".

Jamais, dans l'histoire, révolution n'a dévoré si rapidement ses enfants. La liste des victimes de Castro est comme une litanie de la révolution cubaine. L'armée rebelle et le Mouvement du 26 juillet exprimaient le désir profond et passionné de démocratie et de liberté qu'a le peuple cubain, désir consacré par la camaraderie et les sacrifices de la lutte révolutionnaire. Quand M. Castro a décidé de trahir les promesses de la révolution, il lui a fallu liquider les intermédiaires qui incarnaient ces promesses et détruire les hommes qui les avaient prises au sérieux.

II. L'établissement d'une tête de pont communiste

Plutôt qu'à la spontanéité démocratique de la Révolution cubaine, Castro a préféré faire confiance à la discipline impitoyable du Parti communiste cubain. Aujourd'hui ce parti est le seul parti politique autorisé à fonctionner à Cuba.

/...

Aujourd'hui, ses membres et ceux qui se prêtent à son influence dominent le Gouvernement cubain, les commissions de planification économique, le monde ouvrier, la presse, l'enseignement et tous les détenteurs de l'autorité nationale.

Le Parti communiste cubain a une histoire longue et complexe. Pendant des années, une entente le liait au Gouvernement Batista; en 1943 même, Batista a nommé à son cabinet le premier communiste notoire qui ait jamais servi dans le gouvernement d'une République américaine. Plus tard, Batista et les communistes se sont séparés. Mais, au début, les communistes ont été lents à se rendre compte des possibilités qu'offrait le mouvement Castro. Quant Castro a pris le maquis, le Parti communiste cubain s'est refusé à voir en lui autre chose qu'un "bourgeois" et un "putschiste". Ce n'est que lorsque les communistes ont vu qu'il avait des chances de réussir qu'ils ont essayé de mettre la main sur son mouvement.

Leur opposition initiale leur a vite été pardonnée. Le frère de Castro, le Commandant Raúl Castro, avait été actif lui-même dans le mouvement communiste international des étudiants et avait fait son pèlerinage aux pays communistes. Le commandant Ernesto (Ché) Guevara, qui exerce une grande influence sur Castro, était un révolutionnaire professionnel venu d'Argentine qui avait collaboré avec les communistes au Guatemala et au Mexique. Si les communistes n'ont pas réussi, par l'intermédiaire de Raúl Castro et de Guevara, à prendre la direction du Mouvement du 26 juillet ou de l'armée rebelle, ils ont pu, grâce à eux, avoir facilement accès à Castro lui-même. Et, ce qui était peut-être plus important encore, le Parti communiste pouvait promettre à Castro non seulement un programme précis mais aussi une organisation aguerrie pour l'appliquer.

Depuis lors, le pouvoir des communistes n'a cessé de s'affirmer dans le régime. M. Osvaldo Dorticós Torrado, l'actuel Président de Cuba, alors étudiant en droit, servait comme secrétaire de l'organisation régionale du Parti communiste à Cienfuegos et il n'a jamais publiquement expliqué ni nié son ancienne appartenance au parti. Aníbal Escalante, Secrétaire général du Parti communiste cubain, est membre du groupe officieux qui, sous la présidence de Raúl Castro, détermine la politique du Gouvernement cubain. Raúl Castro lui-même dirige le Ministère des

/...

forces armées révolutionnaires, et son ami, le commandant Ramiro Valdés Menéndez, qui l'a accompagné pendant son voyage aux pays du bloc soviétique en 1960, est le chef des services de renseignements militaires. Le commandant Guevara, Ministre de l'industrie, dirige la planification économique. L'Institut national de la réforme agraire (INRA), qui a la mainmise sur la vie rurale de Cuba, est dirigé par le commandant Antonio Nuñez Jiménez, collaborateur de longue date des groupes de tendance communiste et autre pèlerin assidu des pays du rideau de fer. La Banque du commerce extérieur, qui jusqu'à ces derniers temps contrôlait toutes les exportations et les importations, avait pour directeur Jacinto Torras, un communiste de longue date, qui a été pendant de longues années rédacteur économique du quotidien communiste Noticias de Hoy. Tous les organes de direction économique sont entre les mains de l'Etat et livrés, dans une grande mesure, au Parti communiste cubain.

Ce processus de consolidation du parti s'est étendu inexorablement à tous les aspects de la vie nationale cubaine. L'opposition politique a été étouffée, et tous les partis politiques, le Parti communiste excepté, se sont vu interdire toute activité politique. Ces derniers mois, en menant à bien sa purge de la magistrature, le régime a achevé de se rendre maître de toutes les institutions qui détiennent des pouvoirs politiques. Les tribunaux sont maintenant des instruments de tyrannie. Les lois ont été réécrites de telle sorte que toute manifestation de désaccord peut être considérée comme "contre-révolutionnaire" et le coupable traîné devant les tribunaux militaires et condamné à de longues peines de prison ou au peloton d'exécution.

Les groupes professionnels et les institutions civiques ont perdu leur autonomie et sont systématiquement intégrés dans la discipline "révolutionnaire" du régime. Dans les syndicats, les derniers vestiges de l'opposition, représentés par des dirigeants qui avaient participé au Mouvement du 26 juillet, ont été détruits. Récemment, la main de la dictature s'est étendue au-delà de la classe moyenne pour frapper certains éléments de la main-d'oeuvre syndiquée. En décembre dernier, quand les ouvriers de l'électricité, à La Havane, ont défilé du siège de leur syndicat au Palais présidentiel pour protester contre la détérioration de leur niveau de vie, Castro lui-même les a dénoncés à la première occasion. Une panne

/...

d'électricité à La Havane a servi de prétexte à l'arrestation de trois ouvriers électriciens, déclarés suspects de sabotage; le 18 janvier 1961, ces hommes ont été exécutés comme "traîtres". Des manifestations de femmes d'ouvriers qui protestaient contre ces exécutions ont été dispersées par des groupes de choc composés de civils, sous les yeux de la police et de la milice.

Dans les meilleures traditions communistes, le régime s'est emparé des leviers de commande de l'éducation nationale, instaurant la propagande communiste dans les écoles, détruisant la liberté intellectuelle, et mettant fin à l'autonomie traditionnelle des universités. Le Directeur de l'enseignement primaire au Ministère de l'éducation est Dulce María Escalona Almeida, une communiste. L'enseignement secondaire est entre les mains de Pedro Cañas Abril, collaborateur de longue date des groupes procommunistes. Le Directeur des Services culturels au Ministère de l'éducation est Vicentina Antuña, une communiste chevronnée. Des communistes notoires font partie du Comité de revision des manuels scolaires au Ministère de l'éducation. Les deux tiers des professeurs de l'Université de La Havane sont en exil. Fermín Peinado, ancien professeur à l'Université de l'Oriente, a récemment publié le texte d'une déclaration faite en décembre dernier par les professeurs et étudiants de cette université :

> ".... Dans le domaine de la politique intérieure, nous condamnons Fidel Castro, traître à la Révolution que cette université a aidé à organiser et à faire triompher. La liberté totale, les droits de l'homme et l'ordre constitutionnel, objectifs que symbolisait le Mouvement du 26 juillet, ont été foulés aux pieds par le régime de Castro qui a ouvertement trahi la mémoire de nos martyrs Frank Páis, Pepito Tey, Eduardo Mesa, et de tant d'autres... Dans le domaine de la vie universitaire, nous déclarons Fidel Castro traître à l'autonomie de l'université défendue jusqu'à la mort par un légion d'étudiants martyrs, de Trejo à Ramirez et José A. Echevarría. ... Nous dénonçons la subordination systématique des objectifs de recherche scientifique des universités à l'objectif de consolidation et de maintien au pouvoir de la tyrannie totalitaire de Castro."

/...

De même, le régime Castro a la haute main sur les moyens d'information : les journaux, les maisons d'édition, les chaînes de radio et de télévision, le cinéma. Aucun Cubain, de nos jours, qu'il soit dans les champs ou à l'usine, qu'il soit sur les bancs de l'école ou dans un café, ou chez lui près de son appareil de radio, ne peut espérer échapper au vacarme fastidieux et implacable de la propagande communiste.

Bref, sous Castro, Cuba offre à l'hémisphère occidental un spectacle nouveau, celui d'un Etat totalitaire moderne. Partout, le pouvoir de Castro atteint les Cubains dans leur vie quotidienne ; il réglemente leur accès aux emplois, aux logements, à l'agriculture, aux écoles, à toutes les nécessités de l'existence; et il soumet l'opposition à des représailles rapides et rigoureuses. Le régime Castro exerce un contrôle beaucoup plus sévère et beaucoup plus étendu que les plus impitoyables dictatures militaires qui ont si longtemps été la plaie de l'hémisphère. Le 27 janvier dernier, le commandant Núñez Jiménez, directeur de l'INRA, a défini en termes concis la logique profonde de la politique de Castro. Le Gouvernement cubain, menaçait le commandant Núñez, pourrait avoir à remplacer son slogan de 1961, "L'année de l'enseignement" par un autre "Año del Paredón" - "L'année du mur", c'est-à-dire "du peloton d'exécution".

Tout montre de façon indiscutable que l'imprégnation et la pénétration de la vie politique et intellectuelle par les influences et les personnalités communistes sont devenues une véritable domination. Le journaliste nord-américain I. F. Stone, qui était au début favorable au régime Castro, a écrit, après un récent voyage à Cuba : "Pour la première fois, en parlant avec les intellectuels Fidelistas, j'ai senti que Cuba est en train de devenir une démocratie populaire du style soviétique".

C'est pour cette raison que certains des champions les plus acharnés et les plus sincères de la démocratie sociale et économique en Amérique latine - des hommes qui ont eux-mêmes vécu de longues années en prison ou en exil et qui avaient acclamé le soulèvement de Castro parce qu'il promettait de délivrer le peuple cubain - se sont unis pour dénoncer la conquête communiste de Cuba. Le Péruvien Victor Raúl Haya de la Torre peut être considéré comme un symbole de cette

/...

grande tradition de la gauche démocratique. "Dans l'histoire de l'Amérique latine, a dit récemment Haya de la Torre, il est souvent arrivé qu'un peuple soit livré. La chose n'est pas nouvelle dans notre Amérique. Ce qui est nouveau, c'est de voir un peuple livré à la gauche. Jusqu'ici, ce n'était qu'à la droite. Nous ne saurions confondre ce qu'il y avait d'idéaliste, de sincère et de juste dans la Révolution cubaine, au début, avec cette capitulation, cette soumission et cette allégeance à quelque chose d'antiaméricain et de totalitaire, et qui va à l'encontre du concept traditionnel que nous avons de l'idéal du pain allié à la liberté".

Réunis à Lima à la fin de février 1961, les représentants de l'APRA du Pérou, de l'Acción Democrática du Venezuela et de groupes politiques analogues d'autres républiques de l'Amérique latine ont résumé la situation quand, parlant de Cuba, ils ont déclaré que le "processus révolutionnaire, justifié au début, a été détourné de son cours par les dirigeants actuels, qui ont fait d'une nation soeur un instrument de la guerre froide et qui l'ont coupée délibérément, pour son malheur, de la communauté d'intérêts que représentent les peuples de l'Amérique latine".

III. La révolution livrée au bloc sino-soviétique

Les déclarations officielles du Gouvernement cubain confirment amplement la résolution de Lima et montrent à l'évidence combien le régime Castro est inféodé au communisme mondial. Le communiqué commun publié à Moscou le 19 décembre 1960 par Anastas Mikoyan, Vice-Président du Conseil des Ministres de l'URSS, et le commandant Guevara, Chef de la Mission économique du Gouvernement révolutionnaire de Cuba, énonce les termes de la reddition. Mention y est faite d'une série d'accords de commerce, d'assistance technique et de questions culturelles, après quoi il est dit : "Au cours des conversations, les deux parties ont examiné certains aspects de la situation internationale et ont réaffirmé leur communauté de vues sur les principaux problèmes qui se posent à l'humanité". Les Cubains ont reconnu que l'Union soviétique était "le pays le plus puissant du monde" et que chaque proposition, chaque programme d'action des Soviets représentait une magnifique contribution à la paix mondiale. En échange de son acceptation totale de la primauté de l'Union soviétique, Cuba a reçu l'assurance que l'URSS lui fournirait une assistance économique et "serait prête à l'aider de tout son pouvoir à maintenir son indépendance face à une agression non provoquée". Le communiqué commun équivaut en fait à une alliance entre Cuba et l'Union soviétique.

Les porte-parole du Gouvernement Castro ont à maintes reprises proclamé leur fidélité à cette alliance. Le commandant Guevara, reprenant à son compte les conclusions du Congrès des partis communistes tenu à Moscou, a dit : "Cuba veut suivre les traces de l'Union soviétique"; il a fait l'éloge de la "solidarité militante du peuple cubain et du peuple soviétique". En présence de M. Castro, Faure Chomón, l'Ambassadeur de Cuba à Moscou, a déclaré en public le 13 mars 1961 : "Nous autres communistes continuerons ensemble à aller de l'avant, forts de notre vérité... et l'historien d'aujourd'hui et de demain verra avec un vif intérêt comment un peuple entier est devenu communiste, comment les enfants eux-mêmes, trompés par les écoles religieuses, sont devenus communistes, grâce à la vérité qui unit le peuple cubain. Nous verrons très bientôt tous les peuples de l'Amérique latine devenir communistes".

Sur toutes les questions l'une après l'autres, le régime de Castro a montré qu'il acceptait aveuglément la politique internationale de l'Union soviétique. Après la rupture des relations diplomatiques avec les Etats-Unis, le Gouvernement cubain a confié sa représentation diplomatique et consulaire à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Washington. Aux Nations Unies, Cuba vote avec le bloc communiste sur presque toutes les questions importantes.

Alors qu'en 1956, Raúl Roa, le Ministre des affaires étrangères de Cuba, stigmatisait "les crimes et les forfaits perpétrés" par les "envahisseurs" soviétiques en Hongrie, à l'heure actuelle, la révolution hongroise, tout comme la rebellion du Tibet, sont devenus "des mouvements fascistes réactionnaires". En octobre 1960, Manuel Yepe, Chef du protocole du Ministère des affaires étrangères, a donné une conférence d'orientation sur "L'agression impérialiste et l'affaire de Hongrie".

Au cours des derniers mois, ces relations se sont rapidement resserrées à tous égards : sur le plan non seulement idéologique, mais encore militaire, politique, économique et culturel. Cuba a reçu du bloc sino-soviétique des armes, du matériel, des techniciens et de l'argent. Il a noué des relations diplomatiques avec tous les pays communistes, à l'exception de l'Allemagne orientale, et il a conclu des accords économiques avec de nombreux pays communistes, y compris l'Allemagne orientale. Des dirigeants cubains se sont rendus en Union soviétique et en Chine communiste, où ils ont été reçus en invités de marque, et de nombreux dirigeants de l'Union soviétique, de la Chine et des Etats communistes satellites sont venus à Cuba.

Il importe de bien voir les détails et l'ampleur de cette prise de possession. Depuis le milieu de l'année 1960, plus de 30.000 tonnes d'armes provenant des pays situés derrière le rideau de fer, et dont on estime la valeur à 50 millions de dollars, ont afflué à Cuba en quantités toujours croissantes. Au cours d'un défilé militaire de huit heures à La Havane et de manoeuvres militaires qui ont eu lieu en janvier 1961, on a vu des tanks soviétiques JS-2 de 51 tonnes, des canons d'assaut soviétiques SU-100, des tanks soviétiques T-34 de 35 tonnes et des canons de campagne soviétiques de 76, 85 et 122 mm. A l'exception du matériel motorisé, les forces armées cubaines ont été rééquipées par le bloc soviétique dont elles sont maintenant tributaires pour l'entretien de leur matériel de guerre. Des conseillers militaires et techniciens soviétiques et tchèques sont venus en même temps que les armes. Le régime de Castro a en outre envoyé des Cubains en Tchécoslovaquie et en Union soviétique faire des stages de pilotes d'avions à réaction, de mécaniciens au sol et d'artilleurs.

Du fait de l'aide militaire soviétique, Cuba possède aujourd'hui, les Etats-Unis exceptés, les forces terrestres les plus importantes de l'hémisphère; ces forces sont au moins dix fois plus nombreuses que sous les Gouvernements cubains précédents, celui de Batista y compris. Leur effectif varie, selon les estimations, entre 250.000 et 400.000 hommes. Si l'on s'en tient au moins élevé de ces chiffres, un Cubain sur 30 sert actuellement dans les forces armées, contre un sur 50 en Union soviétique et un sur 60 aux Etats-Unis.

La mainmise soviétique sur les relations économiques a été tout aussi rapide et complète. A la suite d'une série d'accords commerciaux et financiers, l'économie de Cuba se trouve intégrée à celle du monde communiste. On jugera à quel point l'économie cubaine est tributaire du monde communiste lorsqu'on saura que 75 pour 100 environ des échanges cubains sont bloqués dans des accords de troc avec des pays situés au-delà du rideau de fer. Pour montrer combien cette situation est artificielle, il suffit de rappeler qu'au début de 1960, 2 pour 100 seulement de l'ensemble du commerce extérieur de Cuba se faisait avec le bloc communiste. L'Union soviétique, l'Allemagne orientale, la Tchécoslovaquie et la Pologne ont établi des missions permanentes d'assistance technique à Cuba, et une délégation de la Chine communiste arrivera bientôt dans l'île en application

de l'Accord sino-cubain de décembre 1960. D'après le commandant Guevara, 2.700 Cubains recevront une formation technique dans les pays du bloc communiste en 1961.

On note la même évolution dans le domaine des relations culturelles. Il ne s'agit pas seulement des visites de musiciens, de troupes de danseurs ou d'équipes sportives, mais de la mainmise des communistes sur tous les aspects de la vie culturelle. C'est ce dont témoignent les accords culturels détaillés conclus avec des pays du bloc soviétique, la réforme du système scolaire cubain dans un sens favorable aux objectifs du communisme, les obstacles opposés aux étudiants désireux de poursuivre leurs études ailleurs que derrière le rideau de fer, l'interdiction des livres et revues provenant des Etats libres, le rattachement de Prensa Latina, l'agence officielle de presse cubaine, à l'Agence Tass et à d'autres agences d'information du bloc communiste. Il s'agit d'une rupture délibérée des liens culturels traditionnels avec les pays de l'hémisphère et de l'Europe occidentale et d'un effort massif tenté pour imposer au peuple cubain une culture qui lui est étrangère.

Dans tous les domaines, l'action du régime de Castro vise constamment et délibérément un objectif unique : la transformation de Cuba en un Etat satellite des Soviets.

IV. A l'assaut de l'hémisphère occidental

Cette transformation est, dans l'esprit des dirigeants cubains, non pas une fin mais un commencement. Le rêve le plus cher de M. Castro est de bouleverser le continent américain pour reconstruire toute l'Amérique latine à l'image de Cuba. Le 26 juillet 1960, il a déclaré : "Nous promettons de continuer à faire de notre nation un exemple qui puisse convertir la cordillère des Andes en la Sierra Maestra de l'hémisphère." Plus tard, il a ajouté : "S'ils veulent nous accuser de souhaiter une révolution dans toute l'Amérique, ils sont libres de le faire."

Sous Castro, Cuba est déjà devenu une base et une zone d'étapes pour des activités révolutionnaires dans tout le continent. Dans leur guerre contre l'hémisphère, les ambassades cubaines dans les pays d'Amérique latine travaillent en collaboration étroite avec les missions diplomatiques des pays communistes et les services de renseignements soviétiques. De plus, les protestations de fidélité du régime au monde communiste ont fourni au Gouvernement soviétique le prétexte,

/...

recherché depuis longtemps, à des menaces d'interventions directes dans l'hémisphère occidental. Le 9 juillet 1960, le Premier Ministre Khrouchtchev a déclaré : "Nous ferons tout notre possible pour appuyer Cuba dans sa lutte ... Figurativement, les artilleurs soviétiques, en cas de nécessité, peuvent soutenir de leurs fusées le peuple cubain si des forces d'agression au Pentagone osent déclencher une intervention contre Cuba."

A mesure que l'alliance de M. Castro avec le communisme international s'est resserrée, sa volonté - tantôt affirmée, tantôt niée - d'exporter sa révolution dans les autres Républiques américaines est devenue plus fervente. La déclaration de La Havane du 2 septembre 1960 était une attaque ouverte contre l'Organisation des Etats américains. Le désir d'intervention du régime, bien qu'énoncé en termes conçus pour flatter les aspirations de liberté et de justice des pays de l'Amérique latine, a prouvé que ce régime était prêt à tout pour répandre le "fidélisme". En fait, M. Castro est manifestement parvenu à la conclusion que son principal ennemi en Amérique latine n'est pas la dictature mais la démocratie; qu'il doit, avant tout, s'efforcer de discréditer et de détruire les gouvernements qui recherchent des solutions pacifiques aux problèmes sociaux et économiques. Ainsi, ces derniers mois, le Gouvernement cubain a abandonné sa campagne agressive contre la dictature de Trujillo dans la République Dominicaine et a intensifié ses attaques contre le Gouvernement démocratique progressiste de Rómulo Betancourt au Venezuela.

L'interventionnisme cubain a pris diverses formes. En 1959, le Gouvernement Castro a aidé ou soutenu des invasions armées du Panama, du Nicaragua, de la République Dominicaine et d'Haïti. Toutes ces entreprises ont échoué et ont invité une riposte de l'Organisation des Etats américains. C'est pourquoi, après 1959, le régime Castro a commencé à recourir de plus en plus à des méthodes indirectes. La stratégie actuelle du "fidélisme" est de provoquer des situations révolutionnaires dans d'autres Républiques, par l'endoctrinement de ressortissants d'autres pays, l'aide aux révolutionnaires en exil, l'encouragement à l'agitation des masses, et les opérations de politique et de propagande des ambassades cubaines. Les diplomates cubains ont encouragé les groupes d'opposition locaux, ont prononcé des harangues à des meetings politiques, ont distribué des écrits incendiaires et se sont livrés à une multitude de menées politiques qui dépassent le cadre ordinaire des fonctions diplomatiques. En novembre 1960, par exemple, des écrits saisis au cours d'une perquisition à l'ambassade de Cuba à Lima ont révélé l'étendue et la

diversité des activités clandestines du "fidélisme" au Pérou. Des documents publiés par le Gouvernement salvadorien, le 12 mars 1961, semblent établir que de grosses sommes d'argent ont été introduites au Salvador par les soins de l'ambassade de Cuba pour financer des groupements d'étudiants pro-communistes comploteant de renverser le gouvernement. Le régime achève en ce moment la construction d'un émetteur radio de 100.000 watts destiné à faciliter sa campagne de propagande dans l'hémisphère.

Ces derniers mois, les graves désordres intérieurs qui ont éclaté dans certains pays de l'Amérique latine ont dans la plupart des cas porté la marque d'une influence, sinon de l'intervention directe, du régime cubain. Lors des émeutes de novembre au Venezuela, le gouvernement a annoncé qu'il avait découvert des postes émetteurs et récepteurs puissants entre les mains de Cubains à Caracas. Les semaines suivantes, environ 50 Cubains ont été expulsés du pays. Des faits analogues semblent être survenus lors des troubles qui ont éclaté au Salvador, au Nicaragua, au Panama, en Colombie, en Bolivie et au Paraguay.

A ces activités souterraines sont venues s'ajouter des attaques directes et ouvertes contre les dirigeants dûment élus des Etats américains. Ainsi, le Ministre cubain des affaires étrangères a parlé du Président Frondizi d'Argentine en des termes que l'on rougirait de traduire. La radio gouvernementale a qualifié le Président López Mateos de "traître à la révolution mexicaine", le Président Alessandri de "corrupteur de la foi du peuple chilien", le Président Lleras Camargo de Colombie d'"ami intime de l'impérialisme exploiteur", le Président Betancourt du Venezuela de "révolutionnaire à la manque", le Président Eisenhower des Etats-Unis de "gâteux", "nourri à la petite cuiller".

Devant cette campagne de M. Castro contre l'hémisphère, sept Etats américains ont rompu les relations diplomatiques avec Cuba. Parmi les Etats qui maintiennent des relations officielles, plusieurs ont jugé nécessaire de demander le rappel des ambassadeurs et autres représentants officiels de Cuba, en raison de leur ingérence flagrante dans les affaires intérieures de ces Etats. Un certain nombre d'Etats ont rappelé leurs propres ambassadeurs de La Havane.

/...

Les nations de l'hémisphère, y compris les Etats-Unis, ont essayé à plusieurs reprises de dissuader Cuba de tourner ainsi le dos à ses républiques soeurs. Quoique le Gouvernement cubain ait essayé de dépeindre les Etats-Unis comme l'ennemi juré et irréductible de la révolution cubaine, M. Castro a été en fait reçu cordialement aux Etats-Unis au printemps de 1959. Les autorités américaines lui ont fait part clairement du désir qu'avait le Gouvernement des Etats-Unis de discuter des besoins économiques de Cuba. Puis, pendant de nombreux mois, les Etats-Unis ont essayé d'entrer en consultations directes avec le Gouvernement Castro. Dès l'été de 1959, ils ont pris l'initiative de proposer des négociations. Cette offre, et les nombreuses autres qui ont suivi, n'ont pas été acceptées. Pendant longtemps, l'Ambassadeur des Etats-Unis à La Havane n'a même pas pu obtenir audience de M. Castro.

M. Castro avait déjà clairement montré qu'il méprisait l'Organisation des Etats américains et tout le système interaméricain. Au début de son régime, il a déclaré : "Je n'ai aucune confiance en l'OEA... elle ne décide rien, toute cette entreprise n'est que mensonge". Bien que le Gouvernement cubain ait signé la Déclaration de Santiago d'août 1959, avec son programme d'élections libres, de droits de l'homme, de respect de la légalité, de liberté d'information et d'expression, et de collaboration économique entre pays de l'hémisphère, il a systématiquement foulé aux pieds et violé chaque point de la Déclaration. En mars 1960, Castro a déclaré publiquement que le Gouvernement cubain ne se considérait pas comme lié par le Traité de Rio, clé de voûte de la défense en commun de l'hémisphère, parce que "la révolution" n'avait pas signé cet instrument.

En août 1960, les ministres des affaires étrangères de l'hémisphère, réunis à San José (Costa Rica) ont adopté une déclaration dans laquelle ils s'élevaient contre la menace d'intervention extra-continentale dans les affaires de l'hémisphère et contre l'acceptation de cette menace par toute République américaine; s'opposaient à la tentative des puissances sino-soviétiques d'exploiter la situation politique, économique ou sociale de tout Etat américain; et soulignaient que le système interaméricain était incompatible avec toute forme de totalitarisme et que la démocratie ne se réaliserait pleinement que si toutes les Républiques américaines se conformaient à la Déclaration de Santiago.

Après la Déclaration de San José, le régime cubain, s'estimant visé par ces résolutions, s'est lancé à fond contre le système interaméricain. La Déclaration de La Havane a condamné celle de San José. Les Etats-Unis ont proposé à deux reprises, pour régler les différends, de recourir aux organes d'enquête et de bons offices établis par l'OEA; le Gouvernement cubain n'a donné aucune suite à ces propositions. Il a refusé de se joindre aux efforts faits par les autres Républiques américaines pour assurer le progrès économique et social du continent dans l'esprit de la conférence économique tenue à Bogota en 1960. Il a refusé d'appuyer les recommandations formulées en novembre 1960 à la Conférence spéciale des représentants principaux en vue de renforcer le Conseil économique et social interaméricain. Il s'est livré à des insultes contre la conception même de l'Alianza para el Progreso. Aujourd'hui, son attitude constitue un déni non seulement des Déclarations de Santiago et de San José et du Traité de Rio, mais aussi de la Charte de l'Organisation des Etats américains.

Personne ne prétend que cette Organisation soit une institution parfaite. Mais elle représente certainement la volonté commune qu'ont les Républiques américaines d'agir de concert pour la démocratie, le développement économique et la paix. L'OEA a établi un appareil destiné à garantir la sécurité et l'intégrité de chaque République américaine, à préserver le principe de la non-intervention par un Etat américain dans les affaires intérieures ou extérieures des autres Etats américains, et à assurer à chaque nation le droit d'orienter librement et naturellement sa vie culturelle, politique et économique, dans le respect des droits individuels et des principes de la morale universelle.

L'Organisation des Etats américains est l'expression de l'unité morale et politique de l'hémisphère occidental. En rejetant l'OEA, le régime Castro s'est dressé contre l'hémisphère et s'est fait l'avant-poste, dans les Amériques, de forces résolues à briser le système interaméricain. Sous Castro, Cuba est devenu l'agent de destruction de la conception de Bolivar, pour qui l'Amérique était la première région du monde, "grande non pas tant par sa superficie et sa richesse que par ses libertés et par sa gloire".

V. Conclusion

On ne sait au juste si M. Castro avait dès le début l'intention de trahir ses promesses de liberté et de démocratie pour Cuba, de livrer son pays au bloc

sino-soviétique et de se lancer à l'attaque du système interaméricain, ou bien s'il a fait ses promesses initiales en toute sincérité mais s'est trouvé, en assumant ses nouvelles responsabilités, de plus en plus à la merci des hommes impitoyables qui, autour de lui, avaient des idées arrêtées et une organisation disciplinée pour les mettre à exécution. De toute façon, ce sont les résultats qui comptent et non les mobiles.

Le premier résultat a été l'institution d'une dictature de répression à Cuba.

L'existence d'un régime résolu à une attaque si délibérée contre toute éthique humaine suffirait par elle-même à susciter une vive appréhension dans l'hémisphère. Ces dernières années, la communauté des nations américaines est parvenue peu à peu à la conclusion que la sécurité et le bien-être de toutes les républiques américaines seront le mieux protégés si chaque république établit et garantit ce que la Charte de l'OEA appelle "les droits essentiels de l'homme".

Mais M. Castro ne s'est pas contenté d'instaurer une dictature à Cuba; il a allié cette dictature à un mouvement totalitaire étranger à l'hémisphère.

De même qu'il y a plus de vingt ans les républiques américaines, au cours de conférences qui ont commencé à Lima en 1938 et se sont terminées à Rio de Janeiro en 1942, ont proclamé qu'elles ne pouvaient tolérer que des mouvements nazis servant les intérêts du Reich allemand envahissent l'hémisphère et s'emparent des Etats américains, de même elles s'opposent aujourd'hui à pareilles invasions et saisies par des mouvements communistes servant les intérêts du bloc sino-soviétique.

Les Cubains restent nos frères. Nous reconnaissons que, dans nos rapports avec eux, nous avons, par le passé, pu pécher par commission et par omission. Les Etats-Unis, de même que les autres nations de l'hémisphère, expriment leur ferme résolution d'accorder aux futurs gouvernements démocratiques de Cuba leur appui total et concret dans les efforts qu'ils déploieront pour aider le peuple cubain à parvenir à la liberté, à la démocratie et à la justice sociale.

Nous en appelons une fois de plus au régime Castro pour qu'il rompe ses attaches avec le mouvement communiste international, pour qu'il revienne aux objectifs initiaux qui avaient rassemblé tant d'hommes vaillants dans la Sierra Maestra, et pour qu'il rétablisse l'intégrité de la révolution cubaine.

Si notre appel n'est pas entendu, nous sommes certains que le peuple cubain, si épris de liberté, continuera à lutter pour l'indépendance de son pays; qu'il

/

reviendra au splendide idéal de l'unité et du progrès interaméricains; et que, fidèle à l'esprit de José Martí, il se joindra aux autres républiques de l'hémisphère dans leur lutte pour la liberté.

Parce que le régime Castro est passé à la pointe de l'attaque contre le système interaméricain, il représente une menace des plus graves contre ce système. Car la liberté est la destinée commune de notre hémisphère, qui doit être libéré de toute tyrannie intérieure et de toute interventi•n étrangère, libéré de la faim, de la misère et de l'analphabétisme, et où chaque personne et chaque nation doit être libre de réaliser toutes les possibilités qu'offre la vie au vingtième siècle.